



## **Une conférence de presse qui confirme la nécessité de mobiliser massivement dans la Fonction publique**

Le président de la République a exprimé hier sa volonté obstinée de maintenir une politique injuste menée au profit des plus fortunés.

L'absence de mesures générales, en particulier sur les salaires, démontre que le président continue de refuser d'entendre la forte exigence qui s'exprime en la matière à travers les mobilisations.

Concernant la Fonction publique, deux annonces attestent de l'impossibilité pour le pouvoir de continuer d'ignorer les besoins de service public et les luttes menées pour la préservation et le développement des missions publiques.

Macron a en effet été contraint hier de remettre en cause son objectif des 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires. Il a par ailleurs annoncé un moratoire sur les fermetures d'écoles et d'hôpitaux jusqu'en 2022.

Si ces annonces sont bien loin des nécessités, elles sont néanmoins le signe d'un gouvernement qui se place sur la défensive sous la pression des luttes.

C'est un moratoire sur toutes les fermetures de services publics, sur les fermetures de lits, sur les fermetures de classe et sur toutes les suppressions de postes que nous devons et pouvons gagner !

Nous continuons aussi d'exiger l'augmentation de la valeur du point d'indice, des recrutements massifs dans la Fonction publique pour faire face aux besoins de la population et le retrait du projet de loi Dussopt portant atteinte aux garanties démocratiques qui fondent la Fonction publique.

C'est ce à quoi s'emploiera la CGT Fonction publique dans les jours et les semaines à venir, notamment les 1<sup>er</sup> et 9 mai, et au-delà dans le cadre de l'indispensable processus de lutte qu'exige la situation.

Montreuil, le 28 avril 2019